



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## **Animation du territoire - Délégation de Service Public relatif à la gestion et l'exploitation de Planet Ocean - Avenant n°3 - Autorisation de signature**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°14278 en date du 24 novembre 2016, le Conseil de Métropole a décidé de confier, sous contrat de Délégation de Service Public (DSP), la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée à la société PlanetOceanWorld Montpellier. Le contrat de DSP pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et le planétarium Galilée est entré en vigueur au 2 janvier 2017 pour une durée de 10 ans et 2 mois, soit jusqu'au 28 février 2027.

Par délibération n°15094 en date du 20 décembre 2017, un avenant n°1 a approuvé les travaux du hall du planétarium, subventionné à hauteur de 600 K€ HT par le délégant, ainsi qu'une adaptation de la grille tarifaire avec une offre unique pour une visite entre ciel et mer.

La nouvelle dénomination de l'établissement sous l'appellation « *Planet Ocean Montpellier* » a été approuvée dans le cadre d'un avenant n°2 par délibération n°M2018-157 en date du 26 avril 2018.

Considérant que, dans le cadre des activités exercées par le délégataire au titre du contrat de délégation de service public susmentionné depuis son entrée en vigueur, s'est fait jour la nécessité de modifier, ajuster et préciser certains points de ce contrat, conformément aux articles L.3135-1 et R.3135-8 du Code de la commande publique :

### Evolution tarifaire

La grille tarifaire a évolué en 2018, dans le cadre de l'avenant n°1 afin de proposer une adaptation des tarifs pour une offre plus claire avec un seul ticket d'entrée pour une visite « entre ciel et mer » regroupant dans un parcours cohérent les espaces aquarium et planétarium qui forment dorénavant l'équipement unique « *Planet Ocean Montpellier* ».

Les tarifs ont ensuite suivi une évolution normale à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2021 avec une hausse conforme aux conditions contractuelles.

Il est proposé d'élargir les tranches d'âges afin de faire bénéficier au plus grand nombre de tarifs avantageux. La modification de la grille tarifaire concerne principalement les critères d'âge : tarif adulte à partir de 13 ans au lieu de 11 ans, tarif junior de 5 à 12 ans, tarif mini de 3 à 4 ans décliné pour chaque typologie de tarifs : plein tarif, pass métro, promo, handicapé, abonnement.

Les contraintes de service public, la tarification scolaire et les créneaux planétarium dédiés à un public spécifique sont respectés.

### Mise à jour de périmètre délégué

A la suite de la réalisation de travaux (zone de déchets « Galilée ») dans la cour extérieure par la société Klepierre gérante de l'espace d'Odysseum, l'annexe du périmètre délégué doit être revue.

### Mise à jour de la date de réception du Rapport Annuel du Délégataire (RAD)

L'article 47 précise que le rapport annuel du délégataire doit être remis avant le 1<sup>er</sup> mars de chaque année. Le délai nécessaire à la validation du groupe ainsi que la date réglementaire fixée au 1<sup>er</sup> juin, permettent de décaler la date de réception du RAD au 1<sup>er</sup> mai de chaque année.

### Mise à jour des indices de calcul du coefficient C

A la suite de l'arrêt de séries d'indices permettant de calculer le coefficient C applicable à l'évolution de la grille tarifaire comme à celle de la redevance fixe, l'article 36 nécessite une mise à jour.

### Mise à jour du contrat de concession suite à la publication de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République au Journal officiel le 25 août 2021

A la suite de la publication au Journal officiel le 25 août 2021 de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République, tout organisme chargé de l'exécution d'un service public doit veiller au respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.

La loi impose au titulaire d'un contrat de la commande publique, pour autant que ce contrat lui confie l'exécution d'un service public, d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. A ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

La loi impose également que les clauses des contrats de concession ayant pour objet de confier l'exécution d'un service public rappellent ces obligations et précisent en outre les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant lorsque celui-ci ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

Il convient de modifier le contrat de concession pour se conformer à ces nouvelles obligations.

### Mise à jour du contrat avec intégration des engagements du délégataire en termes de lutte contre la pollution lumineuse

Conformément à l'arrêté du 27 décembre 2018, la lutte contre la pollution lumineuse constitue un enjeu porté par Montpellier Méditerranée Métropole au titre de son Plan Lumière intégré au Plan Climat Air Energie Territorial.

La Métropole porte une politique ambitieuse autour de l'optimisation de l'éclairage public pour une lumière plus juste, mieux adaptée, avec pour objectif de permettre, d'une part de veiller à la sauvegarde et de contribuer à la protection de l'environnement ; et d'autre part de maîtriser la consommation énergétique de l'éclairage public et de ses nuisances lumineuses.

En effet les conséquences de l'excès d'éclairage artificiel ne se limitent pas à la privation de l'observation du ciel étoilé. La pollution lumineuse a des impacts sur la biodiversité, l'économie, le coût énergétique et la santé humaine.

Planet Ocean Montpellier respecte par ailleurs d'ores et déjà les engagements suivants qu'il convient de retranscrire dans le présent avenant afin d'afficher la politique volontariste du délégant Montpellier Méditerranée Métropole : pas d'allumage avant 7 heures du matin ; extinction des éclairages intérieurs, extérieurs et façades vers 23 heures.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public relatif à la gestion et l'exploitation de Planet Ocean Montpellier,
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182966-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant 3 - DSP POM.pdf
- Annexe 1 - Perimetre
- Annexe 14 - Grille Tarifaire.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.